



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-37133>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **26-37133**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ministère de l'Education nationale, Secrétariat Général, Service de l'action administrative et des moyens, Sous-direction des achats

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité publique centrale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Enseignement

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Audit Erasmus+

**Description** : Réalisation d'un rapport et d'un avis d'audit annuels sur la déclaration annuelle de gestion du GIP Agence Erasmus+ France Education Formation (AEFEF) pour les besoins du ministère de l'éducation nationale.

**Identifiant de la procédure** : 8d07dd8b-4826-47bb-b5e7-7f1cdae14d35

**Identifiant interne** : MEN-SG-AOO-26031

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79212100 Services d'audit financier

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79212000 Services d'audit

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79212200 Services d'audit interne

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Pays** : France

N'importe où dans le pays donné

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 220,000 Euro**

### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

Sans objet

**Droit transnational applicable : Sans objet**

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Audit Erasmus+

**Description :** Réalisation d'un rapport et d'un avis d'audit annuels sur la déclaration annuelle de gestion du GIP Agence Erasmus+ France Education Formation (AEFEF) pour les besoins du ministère de l'éducation nationale.

**Identifiant interne :** MEN-SG-AOO-26031

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79212100 Services d'audit financier

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79212000 Services d'audit

**Options :**

**Description des options :** Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois. Il pourra être reconduit, par tacite reconduction et par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Pays :** France

N'importe où dans le pays donné

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée : 12 Mois**

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements : 3**

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 220,000 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 270,000 Euro**

### 5.1.6 Informations générales

#### **Il s'agit d'un marché récurrent**

**Description** : Le prochain avis d'appel à la concurrence est prévu à l'échéance du marché.

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : oui**

**Informations complémentaires** : 1) Le présent marché est un appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124-2 et R2124-2-1° du Code de la commande publique. 2) Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles sans montant minimum et avec un montant maximum de 270 000 € HT en application de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique. Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique une clause de réexamen du montant maximum est prévue. Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché. 3) Le marché est conclu en euros. 4) Le financement est réalisé sur le budget de l'État, notamment le programme 214 « soutien de la politique de l'éducation nationale ». 5) Les candidats doivent retirer le dossier de consultation par voie électronique à l'adresse suivante: <https://www.marches-publics.gouv.fr> Sur la page d'accueil, sélectionner -recherche avancée- et indiquer dans la rubrique - Référence- la référence suivante "MEN-SG-AOO-26031" et lancer la recherche. Les candidats doivent remettre leur offre exclusivement de manière dématérialisée sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). 6) Il est prévu le versement d'une avance, sauf renonciation expresse du titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique et, le cas échéant d'acomptes sur la base des prestations réellement effectuées. ». 7) Les prix sont forfaitaires et peuvent être révisés une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application d'une formule paramétrique. Le titulaire pourra céder ou nantir les créances résultant du marché. 8) Paiement du titulaire par virement administratif à 30 jours conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique. 9) Les capacités professionnelles financières et techniques du candidat sont appréciées au regard des quatre critères indiqués au règlement de la consultation. La note totale maximum attribuée pour ces critères est de 10. Tout candidat n'obtenant pas au moins la note de 5/10, équivalant au niveau de capacité attendue, sera écarté de la procédure. 10) Le candidat (« opérateur économique ») peut se présenter sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint. En cas de choix du groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire. Le mandataire sera désigné à la remise de l'offre. En cas de groupement solidaire, le paiement s'effectue sur un compte unique ouvert au nom du groupement. 11) La signature électronique n'est pas requise au stade du dépôt de l'offre. Elle ne sera demandée, pour les documents devant être signés, uniquement à l'attributaire. 12) Afin de promouvoir l'égalité des chances, le ministère applique l'article L.2112-2 du code de la commande publique en prévoyant une clause obligatoire de formation sous statut scolaire. Cette clause consiste pour le titulaire du marché, à accueillir en stage (séquence d'observation en milieu professionnel) durant l'exécution du marché un ou plusieurs élève(s) de 3e ou de 2nd générale et technologique, scolarisés dans des établissements relevant des réseaux d'éducation prioritaires (REP et REP+) ou des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Deux (2) semaines de stages, soit 70 heures, sont réservées aux bénéficiaires chaque année. 13) Dans le cadre de l'exécution des prestations d'audit, le titulaire du marché s'engage à adopter une démarche

écocorresponsable, à minimiser l'impact environnemental de ses activités et à démontrer son engagement en faveur du développement durable. La clause environnementale s'aligne sur les priorités du ministère chargé de l'éducation nationale ainsi que sur les exigences du Code de la commande publique. 14) La valeur estimée correspond au montant prévisionnel sur la durée totale du marché. La valeur maximale indiquée correspond au montant maximum sur la durée totale du marché (reconductions comprises). La donnée renseignée au champ BT-113 Nombre maximum de participants à l'accord-cadre constitue une donnée technique qui n'a aucune valeur juridique.

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

**Objectif social promu :** Autre

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution :** Tous les critères sont énoncés uniquement dans le règlement de la consultation.

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** français

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 15/05/2026 à 16:00

**Date limite de validité de l'offre :** 3 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 15/05/2026 à 17:00

**Informations complémentaires :** Cette date n'est qu'indicative dans la mesure où le droit français n'impose pas que les séances d'ouverture soient publiques.

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Informations relatives aux délais de recours :** Les candidats ont la possibilité d'introduire un référé précontractuel jusqu'à la signature du marché conformément à l'article L551-1 du code de justice administrative.

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ministère de l'Education nationale, Secrétariat Général, Service de l'action administrative et des moyens, Sous-direction des achats

**Numéro d'enregistrement :** 11004301500012

**Département :** 75

**Adresse postale :** 61-65 rue Dutot

**Ville :** Paris CEDEX 15

**Code postal :** 75732

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Point de contact :** Caroline PEILLIER

**Adresse électronique :** caroline.peillier-taszka@education.gouv.fr

**Téléphone :** +33 1 55 55 23 09

**Adresse internet :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement :** 17750005500013

**Département** : 75

**Adresse postale** : 7, rue de Jouy

**Ville** : Paris CEDEX 04

**Code postal** : 75181

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-paris@juradm.fr

**Téléphone** : +33 1 44 59 44 00

**Télécopieur** : +33 1 44 59 46 46

**Adresse internet** : <https://paris.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

#### **Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : f9baa62a-d931-4d4d-8470-2d8d02ae3cb1 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 13/04/2026 à 08:16

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 13/04/2026